



2020

RAPPORT D'ACTIVITÉ

LA 27^e
RÉGION

Présentation

S'immerger trois semaines avec les usagers d'une gare bretonne, épauler des élus et des agents publics ligériens, s'inspirer de pionniers rencontrés à Bologne ou à Los Angeles... Depuis 13 ans, l'activité de la 27e Région s'est construite à partir d'un rapport étroit au terrain. Inutile de dire à quel point ceci nous manque depuis le début de la pandémie !

Comme tout le monde, nous avons été saisis d'un engourdissement de nature à la fois psychologique et psychique, prisonniers d'une situation qui nous a privés de toute la richesse des interactions humaines. Même si notre activité comporte une part de stabilité, les effets sur la 27e Région se sont fait sentir en 2020 : une production au ralenti, des échéances reportées, des arbitrages difficiles -en particulier relatifs à nos engagements dans l'association Les Halles Civiques.

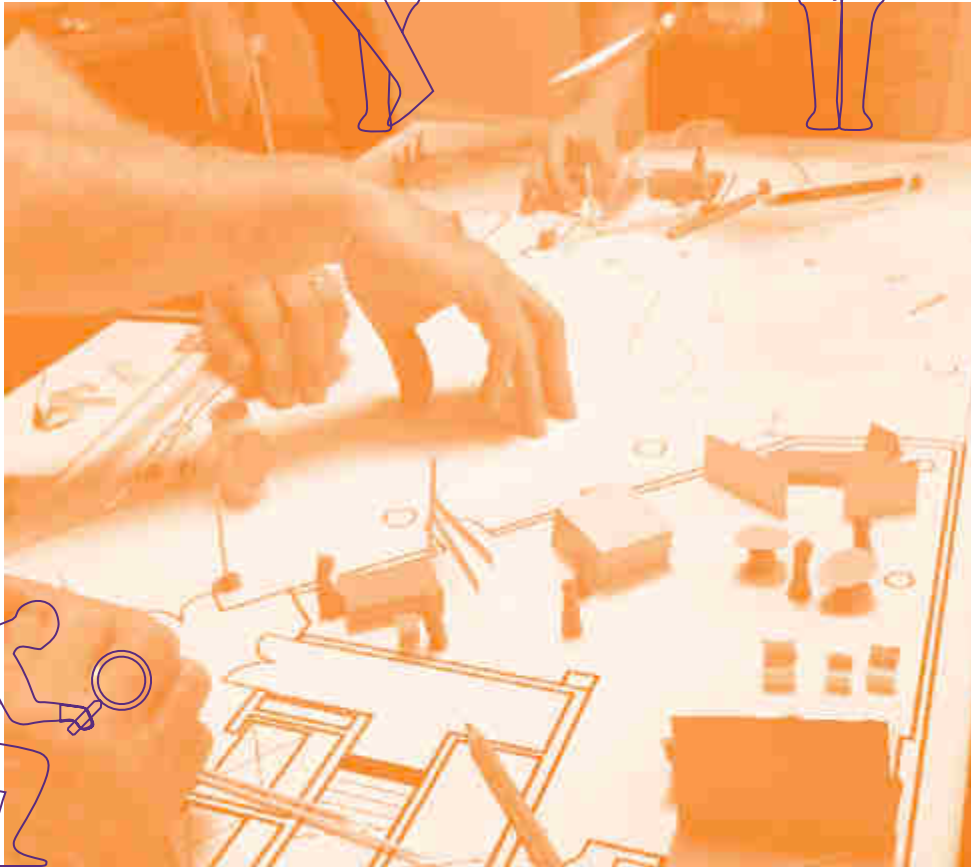
Heureusement, la pandémie a aussi agi sur nous comme un puissant stimulant. Elle a servi d'accélérateur pour certains thèmes que nous portions déjà, telles que les nouvelles formes de gouvernance associant les citoyens. Elle nous a également permis d'explorer de nouveaux angles de travail autour des politiques de résilience et de transition, des nouvelles formes de comptabilité écologique, du plan de relance ou encore du contrat social. Le présent rapport est organisé autour de dix moments forts qui ont rythmé l'activité de la 27e Région en 2020.

Merci à tous nos adhérents, collectivités, institutionnels mais aussi individuels, de plus en plus nombreux en 2020, pour votre soutien indispensable. C'est grâce à vous que nous pouvons, à notre mesure, contribuer à éclairer l'avenir de la transformation publique !

Bonne lecture !

L'équipe de la 27e Région

2020 en



10 moments forts

01

Un retour sur l'expérience de la Transfo au service des communautés de l'innovation publique, en France et à l'international



Ouvrir largement le code source de nos programmes

02

Repenser la formation des élus locaux à la transition



Enquête par la maquette dans le cadre du programme (Dé)formations

03

Enquête Réflexes publics : vers une administration 'resilient by design'



Imaginer une politique de micro-mobilité professionnelles pour des administrations résilientes en temps de crise

04

Cartographier le nouveau contrat écologique et social



Publication de la carte "Les mouvements du monde d'après"

05

Des webinaires adhérents pour construire nos sujets de demain



Transformer nos outils de mesure pour piloter la transition

06

Le community wealth building, une pépite de nos voyages apprenants sur les commons

Connecter relocalisation et justice sociale



07

Laisser les usages finir les bâtiments

Publication d'un guide pour améliorer la prise en compte des usages dans les projets d'équipements



08

Renouveler notre gouvernance

Le nouveau conseil d'administration de la 27e Région



09

Élargir notre communauté professionnelle

Installation à Oasis 21



10

Garder l'équilibre

Les finances de la 27 ème Région



01



Ouvrir largement le code de la Transfo

La Transfo, passage de relais ! En partant des 7 partis-pris méthodologique du programme La Transfo (son caractère expérimental, la pluridisciplinarité, l'implication/formation des agents, etc.), ce site internet retrace la manière dont les équipes les ont déclinés dans les différentes Transfos, les enseignements qu'on peut en tirer et les défis qu'ils soulèvent, en les illustrant avec des outils utilisés en Transfo et des témoignages de participants. Traduit en anglais, il offre aussi un support pour échanger avec la communauté internationale des labos d'innovation publique (Innovation teams, States of change, etc.).

<https://transfocodesource.la27eregion.fr/>



Un retour sur l'expérience de la transfo au service des communautés de l'innovation publique, en France et à l'international

De 2016 à 2020, nous avons proposé à 10 villes et métropoles de participer à La Transfo, un programme de recherche-action visant à co-crédier, au sein de chacune de ces collectivités, leur propre fonction innovation, en mode essai/erreur. Les Villes de Mulhouse et Paris, la Communauté urbaine de Dunkerque, les Métropoles de Lille, Strasbourg, Metz et la Région Occitanie ont pris part à ce programme. Entre 2019 et 2020, nous avons conduit une extension du programme incluant la Métropole de Nantes, la ville et la métropole de Grenoble + son CCAS et la Métropole de Rennes + La Région Bretagne ; cette Post-Transfo proposait aux labos, en quelques sessions collectives et individuelles, d'approfondir certains enjeux rencontrés à leur démarrage (stratégie, narratif, etc.) ou de creuser des sujets spécifiques (mise en capacité des habitants, réseau et mutualisation pour les acteurs de l'innovation publique d'un même territoire, etc.).

Le confinement nous a contraint à revoir les modalités et le rythme d'accompagnement de cette dizaine de collectivités engagées dans la Post Transfo jusqu'à l'automne, mais a aussi été l'occasion d'embarquer ce réseau d'agents dans l'enquête [Réflexes publiques](#). L'ensemble du travail mené dans le cadre de la Transfo s'est déroulé avec le soutien de Bloomberg Philanthropies et de son programme Innovation Teams ; outre la contribution financière, il a permis d'organiser des échanges avec des labos outre atlantique et israéliens ; une vingtaine d'agents se sont également déplacés aux Etats unis, dans le cadre de City Lab, la conférence de la Fondation dédiée à l'innovation urbaine (2018, 2019), ou [d'un voyage d'étude dédié à Los Angeles \(2018\)](#).

En tout, la Transfo, c'est 35 cas pratiques, conduits sur des sujets très divers, de l'usage temporaire d'espaces vacants aux modalités de recrutement des collectivités territoriales, de dispositifs de lutte contre la précarité énergétique à la bibliothèque de demain, en passant par les mégotiers urbains ou la gestion des pieds d'arbre en ville. La Transfo, c'est aussi un peu plus de 200 agents engagés comme ambassadeurs dans le programme, et presque 1800 mobilisés au travers des diverses sessions ouvertes, cas pratiques, accrochages, etc. Les labos d'innovation sont bien divers dans leurs formes (de 1 à 15 postes permanents), certains ont des lieux, d'autres travaillent en résidence.

La plupart ont gardé le principe d'un réseau d'agents contributeurs temporaires, ainsi que l'approche par le design, même si les méthodes utilisées se sont souvent élargies. La Transfo c'est fini, mais les labos, ça continue ! Si nous avons ces deux dernières années développé de nouveaux axes et sujets, nous continuons notre travail d'appui au réseau des labos français et notre implication dans cette communauté internationale.



Enquête par la maquette dans le cadre du programme (Dé)formations

Comment profiter de la pandémie pour renouveler nos méthodes d'enquête ? Plutôt que d'utiliser la visioconférence pour mener des entretiens à distance classiques, en décembre dernier nous avons enrichi l'expérience en faisant réagir spontanément les participants à des propositions fictives, présentées à l'écran sous la forme de plaquettes, de maquettes de site web et de témoignages sonores pré-enregistrés avec de "faux" élus.



Repenser la formation des élus locaux à la transition

Cette enquête conclut la première phase de (Dé)formations, élu.e.s en transition, une recherche-action lancée début 2020, visant à réinterroger les objectifs, les formats et les contenus de formation à la transition pour les élus, afin de les aider à renouveler leurs pratiques. (Dé)formations est conduite par l'Institut Paris Région et la 27e région, avec l'appui des agences Partie Prenante et Pratico-Pratiques.

Elle vise particulièrement les élus et décideurs publics de collectivités éloignées des grands centres urbains ou qui participent peu aux formations classiques. Aventure collective et pluridisciplinaire, elle a pour ambition le développement de capacités et l'apprentissage de pair à pair entre les élus et leurs partenaires et collaborateurs, et entre les différents partenaires du projet.

Prochaine étape : après quelques entretiens complémentaires, l'enquête va nous permettre de produire le cahier des charges d'une série d'expérimentations et de tests que nous allons conduire durant l'année 2021.

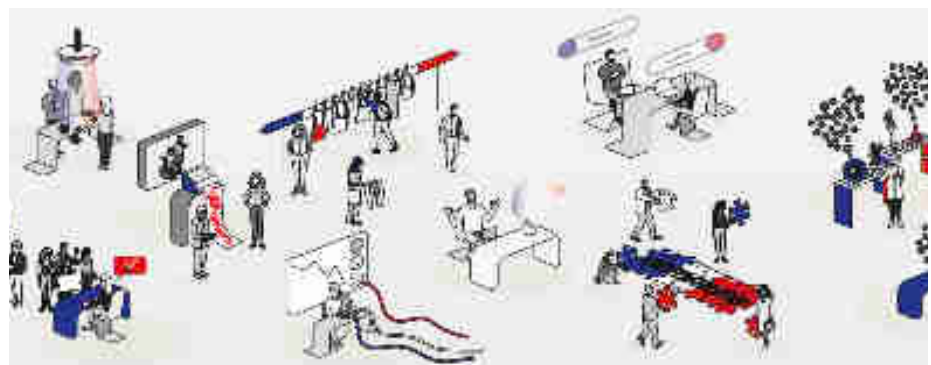
Le blog "journal de bord" de (Dé)formations : <http://deformations.la27eregion.fr>

Nous avons également profité du premier confinement pour traduire, avec l'aide d'une dizaine d'agents publics volontaires, une trentaine de méthodes d'enquêtes adaptées au confinement, d'après les travaux de la chercheuse australienne Deborah Lupton : <http://www.la27eregion.fr/34-techniques-pour-faire-de-la-recherche-de-terrain-pendant-et-apres-la-pandemie/>



Imaginer une politique de micro-mobilité professionnelle pour des administrations résilientes en temps de crise

Dans la gestion de la crise COVID, la réaffectation d'agents a été un phénomène récurrent, avec des formes et des modalités de mise en œuvre variées d'une collectivité à l'autre. Ces pratiques traduisent toutes un même enjeu de réallocation des forces vives sur les services essentiels et les enjeux sanitaires immédiats. Peut-on imaginer, sur cette base, dessiner le développement d'une nouvelle culture RH, fondée sur la valorisation de la polyvalence, la capacité d'adaptation des agents à des contextes mouvants, et le sens de l'engagement ? Cette nouvelle culture pourrait s'appuyer sur une évolution concrète des modes de faire, tels que: l'anticipation de l'évolution des besoins et l'organisation de la réaffectation temporaire des agents, la détection, la valorisation et le développement des compétences «secondaires», la mise en place d'un système de jours de volontariats, etc. La 'politique de micro-mobilité professionnelle' est l'une des 17 pistes imaginées dans le cadre de l'enquête Réflexes publics pour soutenir la résilience des administrations.



Enquête Réflexes publics : vers une administration 'resilient by design'

Comment bâtir des capacités publiques adaptées au monde qui vient ?

Quels chantiers de travail ouvrir, collectivement, pour appuyer la résilience de nos territoires face aux futures crises ? C'est pour répondre à ces questions que nous avons, avec les agences Vraiment Vraiment et Partie Prenante, initié en mai dernier le projet Réflexes Publics, une enquête de terrain collaborative sur les transformations publiques par temps de crise.

Entre mai et septembre 2020, partant de treize phénomènes observables lors du premier confinement, qui nous semblaient être des concentrés de transformation à l'oeuvre, nous avons mené une cinquantaine d'entretiens avec différents acteurs publics, embarquant dans ce travail une quarantaine d'agents complices. Entre octobre et décembre 2020, nous en avons tiré une vingtaine de pistes prospectives concrètes pour que la transformation publique puisse utilement révéler et renforcer la résilience des territoires, organisées autour de 7 grandes orientations :

- 1 - Diversifier les sources d'influence ;
- 2 - Penser les données par leurs usages ;
- 3 - Prendre l'habitude de faire en commun ;
- 4 - Muscler la réallocation des ressources ;
- 5 - Garder le contact avec les citoyens & usagers ;
- 6 - Faire confiance à l'intendance ;
- 7 - Prendre soin des rituels.

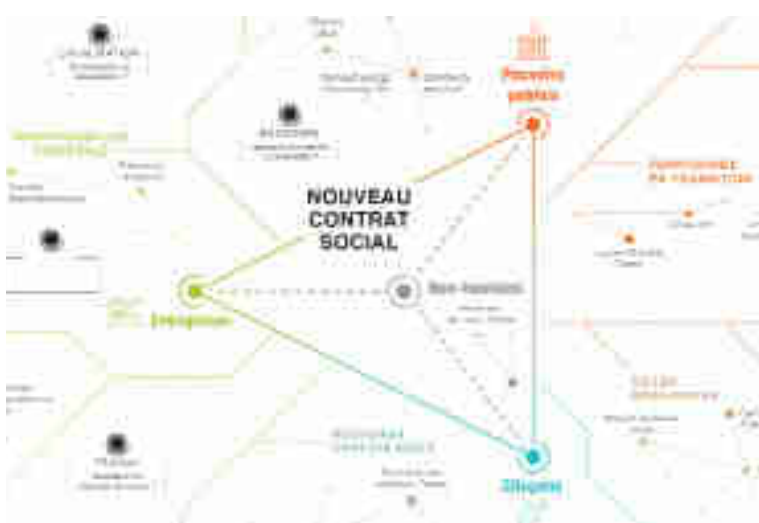


L'ensemble est présenté dans un livret disponible en français et en anglais ([ici](#)). Nous avons eu l'occasion de partager ce travail lors de différents webinaires, en France (DITP, Sciences Po) et à l'étranger (Creative Bureaucracy festival, Innovation Teams, Cluj public innovation conversation).

Portage d'initiative frugale sans permission, post plan d'administration, politique de micro-mobilité professionnelle, comité de liaison citoyenne... Ce travail a abouti à une vision prospective d'une administration « resilient by design », qui aurait intégré dans son management, ses outils, etc. le contexte de forte incertitude et les principes de la résilience (robustesse, agilité, décentralisation, entraide...). Nous aimerions, en 2021, aller plus loin et tester, avec quelques collectivités, la traduction concrète de certaines de ces pistes.

Publication de la carte “Les mouvements du monde d’après”

L’objectif de cette carte est de donner une vision d’ensemble des mouvements qui contribuent, en France et dans le monde, à préparer un nouveau contrat social combinant lutte contre le changement climatique, et justice sociale. Nous avons pour l’instant listé 17 mouvements, depuis celui des villes en transition, jusqu’aux plus récents tel que la “théorie du doughnut” de l’économiste Kate Raworth, testée dans plusieurs villes dont Amsterdam. Cette carte a été conçue comme une boussole, un outil de réflexion et d’aide à la décision voire à l’action. Elle a vocation à être améliorée, personnalisée, adaptée.



Cartographier le nouveau contrat écologique et social

Cette carte est née d'une réflexion sur l'avenir du contrat social en Europe, présentée par le think-tank finlandais Demos en avril durant un webinaire. Cette présentation nous a donné envie d'aller plus loin et d'organiser en juin un autre webinaire avec Demos et la revue Horizons Publics, lors duquel nous avons présenté une première version de cette carte. Nous l'avons ensuite testé en juillet comme outil de diagnostic territorial avec le conseil de développement de Loire-Atlantique, puis en novembre à l'occasion du Nantes Innovation Forum. Elle est offerte en cadeau au format "poster" dans le numéro 17 de la Revue Horizons Publics, dans le cadre d'un dossier sur le nouveau contrat social que nous avons coordonné, avec les contributions d'Elvire Bornand (sociologue), de Vincent Lassalle (Demos), François Jegou (SDS), Olivier Petitjean (Observatoire des multinationales), conclue par une interview croisée d'Eléonore Moncond'hui, maire de Poitiers, et de David Molyneux, maire de Wigan dans le nord de l'Angleterre.

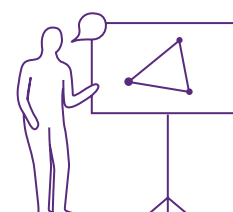
Pour accéder à ce dossier sur le site d'Horizons Publics :

<https://www.horizonspublics.fr/revue/septembre-octobre-2020/nouveau-contrat-ecologique-et-social-comment-passer-lacte>

Notre proposition visant à re-diriger la transformation publique vers le nouveau contrat écologique et social :

<http://www.la27eregion.fr/le-nouveau-contrat-ecologique-et-social-une-boussole-pour-lavenir-de-la-transformation-publique/>

En 2020 d'autres productions de la 27e Région ont été relayées dans la presse : le programme Village du futur (La Gazette des communes, juin 2020), l'évaluation de l'innovation (Acteurs Publics, août 2020), les postures des acteurs publics face aux communs et notre programme Enacting the Commons (La Gazette des communes, septembre 2020), le programme Réflexes Publics (Horizons Publics, novembre 2020), notre guide sur les méthodes d'enquête à l'heure de la Covid19 (Horizons Publics, novembre 2020)... Nous avons également pu exposer nos travaux lors de nombreux événements organisés malgré les contraintes dues à la pandémie : Creative Bureaucracy Festival (septembre), Nantes Innovation Forum (Octobre), Village de l'innovation publique, Idealco, Deal de la participation (novembre), Entretiens Territoriaux de Strasbourg (décembre), etc.



Transformer nos outils de mesure pour piloter la transition

Budget vert ou budget carbone, comptabilité écologique, indicateurs de résilience, ... ces concepts nouveaux qui se diffusent au sein des collectivités témoignent d'une prise de conscience grandissante de la nécessité de repenser les outils de gestion et de mesure, notamment comptables, des organisations publiques pour faire face aux défis des transitions écologique et sociale sur leur territoire. En juillet 2020, nous avons organisé, en partenariat avec la Ville de Grenoble, un webinaire adhérents sur la comptabilité CARE.

Partant du principe que la comptabilité ne consiste pas simplement en un enregistrement neutre des activités d'une structure, mais véhicule une vision du monde, la comptabilité CARE prend en compte non seulement un capital économique mais aussi un capital social et un capital environnemental dans le calcul du profit.

Ce webinaire a permis de tester l'intérêt de nos adhérents pour le sujet, et d'enclencher avec les plus motivés une conversation que nous souhaiterions en 2021 transformer en programme d'exploration et d'expérimentation de "Nouvelles Mesures"...

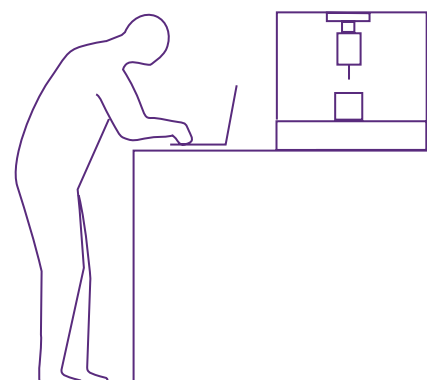


Des webinaires adhérents pour construire nos sujets de demain

En 2020, nous avons organisé 5 webinaires à destination de nos adhérents: Le community wealth building (mai) ; L'habitat coopératif, un mouvement européen (juin) ; Renouveler les méthodes d'enquête de terrain, (juillet) Mesurer ce qui compte : les comptabilités alternatives (juillet) ; Relocalisation au service des transitions (novembre).

Rassemblant de 30 à 70 participants suivant les sujets, ces webinaires sont l'occasion de défricher des sujets émergents au sein de notre communauté ou plus largement dans le paysage de la transformation publique français et international, de stimuler la conversation entre nos adhérents, avec d'autres praticiens ou chercheurs, mais aussi de dessiner nos futurs programmes.

Ils font à chaque fois l'objet d'un article de blog. Parmi les sujets que nous souhaiterions ouvrir en 2021 dans de nouveaux webinaires, l'innovation financière, la gestion de ressources en communs... N'hésitez pas à nous proposer des thèmes !





Connecter relocalisation et justice sociale

Inscrite dans le courant municipaliste, le “community wealth building” a été pensé pour aider des villes victimes de crises radicales à recomposer leur modèle d’une économie ‘extractive’ vers une économie ‘régénérative”, garantissant que le système économique crée de la richesse et de la prospérité pour tous, localement. Il s’est ainsi développé aux Etats-Unis et en Grande Bretagne dans d’anciennes villes industrielles comme Cleveland ou Manchester, où la crise économique et sociale locale s’est doublée de vagues successives de privatisation et d’une réduction drastique des moyens des collectivités.

En février 2020, lors de notre voyage Enacting the commons en Grande-Bretagne, nous avons rencontré le Center for local economic strategies, cousin britannique de la 27e Région et fer de lance du Community Wealth building en Grande Bretagne. Le voyage nous a permis de découvrir cette approche inspirante au travers de villes comme Wigan ou Preston, dans la région de Manchester. Comment ce mouvement peut-il inspirer les stratégies de relocalisation des collectivités françaises ? Nous réfléchissons maintenant à comment aider des territoires français à s’inspirer de cette démarche dans le cadre d’un nouveau programme.

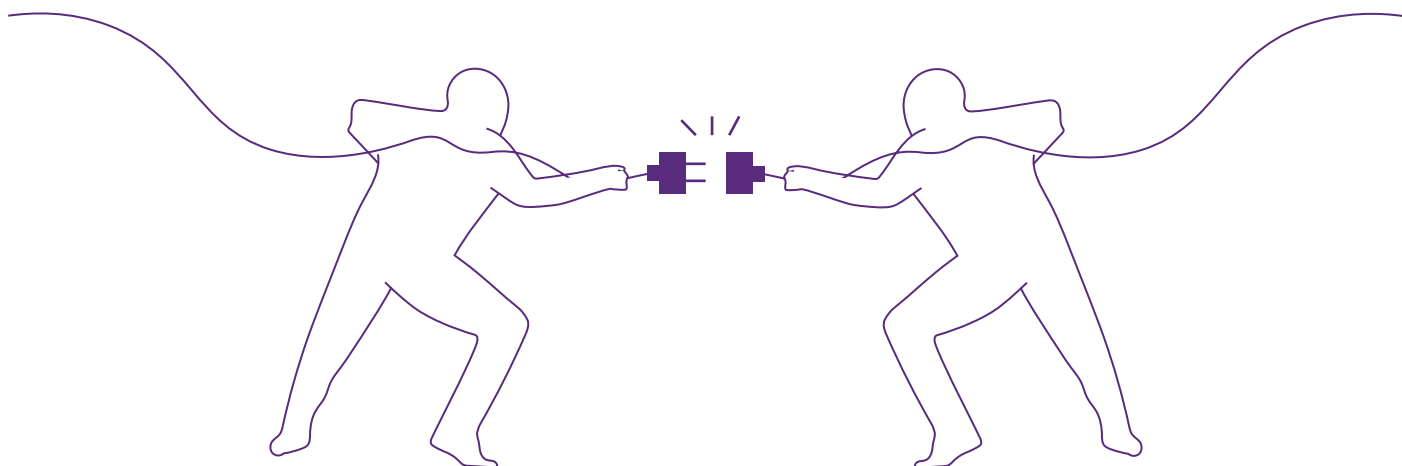


Le community wealth building, une pépite de nos voyages apprenants sur les communs

Enacting the Commons, notre projet consacré à une série de visites et d'entretiens dans toute l'Europe sur le thème des coopérations "pouvoirs publics - communs" a vu en 2020 sa fin accélérée par le COVID. Porté en coopération avec la Ville et la Métropole de Brest, la Ville de Grenoble, POP, Savoircom1, Esopa Productions, et soutenu par le programme européen Erasmus +, le programme nous a permis de nous déplacer dans 8 villes européennes, mobilisant au total une cinquantaine de participants représentants des organisations partenaires. Sur le blog du programme, près de 30 articles relatent les réalisations les plus inspirantes que nous avons rencontrées à Bologne, Manchester, Londres, Athènes, Amsterdam, Bruxelles, Gand, Barcelone... Il a en outre donné lieu à un premier travail de synthèse sur [les postures de l'acteur public face aux communs](#) et nous préparons le livrable du programme, qui prendra la forme d'un jeu de plateau et d'un livret.

Le programme a également inspiré différents webinaires, un évènement (Faut il hacker le droit, 09/2020) et suscité différents articles et publications (3 articles dans la Gazette des communes (2018, 2019, 2020), un article dans un des cahiers de l'Institut Paris Région, un dossier dans la revue Horizons Publics,)

Enacting the Commons a enfin nourri directement plusieurs de nos nouveaux programmes : [Juristes embarqués](#), [Lieux communs](#) et de manière plus transversales des thématiques de [\(Dé\)formations](#), [Réflexes Publics](#), etc.) <http://enactingthecommons.la27eregion.fr>



07



Publication d'un guide pour améliorer la prise en compte des usages dans les projets d'équipements

Et si l'on prenait le parti de ne pas finir complètement les bâtiments, pour laisser aux usagers réels le soin d'apporter leur touche et de régler finement les aménagements ? Cette idée, inspirée des projets menés par l'architecte Lucien Kroll ou plus récemment du festival "Habiter là" à Pré-en-Pail, est l'une des 6 pistes proposées dans ce guide destiné aux acteurs de la fabrique des équipements publics.



Laisser les usages finir les bâtiments

Ce guide est le fruit d'une série d'ateliers menée en 2020, associant la 27e Région, le Département du Val d'Oise, l'agence Vraiment Vraiment et un groupe d'architectes, programmistes, agents publics de collectivités territoriales. Les pratiques de co-conception et de maîtrise d'usage se sont développées massivement ces dernières années, et pourtant de nombreuses réalisations s'avèrent décevantes après coup, loin des ambitions initiales. Il s'agissait donc d'en comprendre les principales raisons, et de proposer des conseils utiles et des exemples concrets pour surmonter ces difficultés, et réussir à mieux articuler fonctions et usages dans la conception (et l'exploitation) des équipements publics.

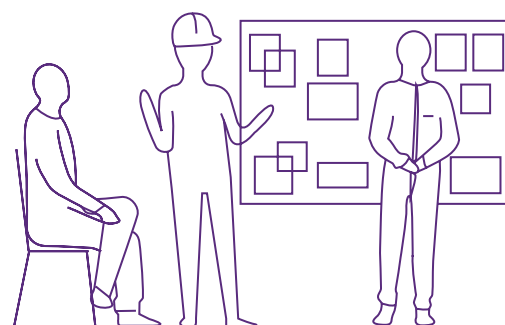
Pour télécharger le guide : <http://www.la27eregion.fr/cas-pratiques/equipements-publics-comment-inscrire-la-maitrise-dusages-dans-le-processus-du-projet/>

Pour retrouver nos réflexions initiales : <http://www.la27eregion.fr/quand-il-y-a-du-mou-dans-la-maitrise-dusage/>

En 2020, la 27e Région a animé d'autres travaux réflexifs sur l'innovation. Nous avons notamment réalisé un bilan de 10 ans de design des politiques publiques en France, en partenariat avec la Cité du design et les acteurs du secteur, dans le cadre des Assises du design. Le rapport propose un état des forces, faiblesses, opportunités et menaces qui pèsent sur le secteur, et propose des actions à mener pour l'avenir.

Le rapport complet : <http://www.la27eregion.fr/quels-avenirs-pour-le-design-des-politiques-publiques/>

Notre billet d'analyse : <https://www.assisesdudesign.com/fr/home/?article=design-des-politiques-publiques-1696>



Le nouveau conseil d'administration de la 27e Région

De nouvelles personnalités ont rejoint notre conseil d'administration en 2020, par exemple Elisabeth Dau du Mouvement Utopia, Edith Hallauer, docteure en urbanisme, Alexandre Monnin, professeur à l'ESC Clermont-Ferrand ou encore Olivier Irrmann, professeur en management de l'innovation.

Elus pour deux ans, les membres de notre conseil d'administration sont dorénavant répartis entre trois collèges : un collège "collectivités locales, administrations et agents publics", un collège "formation initiale et recherche", et un collège "experts et praticiens".



Renouveler notre gouvernance

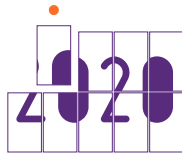
Le renouvellement de notre conseil d'administration correspond à la volonté de nous ouvrir à d'autres disciplines, en adéquation avec les thématiques que nous ouvrons depuis quelques temps : les politiques de résilience, les politiques de transitions, les enjeux des communs, les perspectives d'un nouveau contrat écologique et social... Il s'agissait aussi de progresser en termes de parité femme/homme, de diversité des profils entre secteur public et secteur privé, de conforter nos liens avec la recherche et l'enseignement.

Les adhérents de la 27e Région sont au nombre de 109, comprenant 31 collectivités et établissements publics, et 78 adhérents individuels. Parmi les nouveaux adhérents qui nous ont rejoint en 2020, l'Institut Paris Région.

L'équipe permanente de la 27e Région s'est également renouvelée : elle a vu le départ de Julien Defait et Laura Pandelle après plusieurs années de bons et loyaux services, et l'arrivée d'Emeline Lavocat, designer, Charles Allaman en apprentissage, ainsi que Claire Annereau et Aurélie Perrichon dans le cadre d'un stage. Le reste de l'équipe est composé de Stéphane Vincent, délégué général, Anne Tavernier, directrice administrative et financière, Nadège Guiraud, directrice des programmes, Louise Guillot, cheffe de projets, Sylvine-Bois Choussy, cheffe de projets coopération internationale, Jean Laudouar, chargé d'administration.



09



Installation à Oasis 21

En décembre nous avons quitté nos deux tiers-lieux (Les Halles Civiques, dans le 20e et le 11e arrondissement), et posé nos bagages à Oasis 21 dans le Nord-Ouest parisien. Oasis 21 est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) qui anime trois tiers-lieux dédiés aux transitions écologiques et citoyennes : le premier, que nous occupons, fait 1500 m² et se situe dans l'ancienne Halle aux cuirs. Le second, rue Compans, a une superficie de 500 m² et comprend un FoodLab et un Makerspace. Le troisième, rue Mouzaïa, occupe 1000 m².

C'est pour nous l'occasion non seulement de profiter du confort d'un lieu fraîchement ouvert, mais aussi de nous ouvrir à une communauté d'acteurs de la transition : Volumes, le mouvement des Colibris, Fab City Grand Paris, Woma, le cabinet Legicoop, Finacoop...



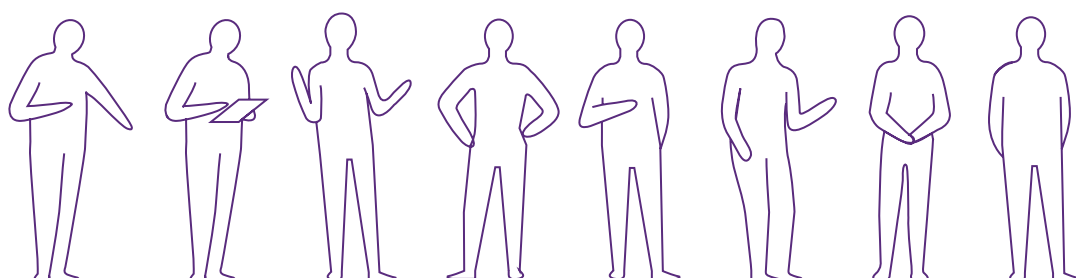
Élargir notre communauté professionnelle

Ce déménagement intervient au terme de trois années passionnantes mais exténuantes- avec Les Halles Civiques, l'association que nous avons créé avec d'autres acteurs de l'innovation civique pour gérer un tiers-lieux de 350 m2 en bail commercial rue de la Vacquerie dans le 11e arrondissement, et un second de 650 m2 mis à disposition dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public accordée jusqu'à fin 2020 par la Ville de Paris.

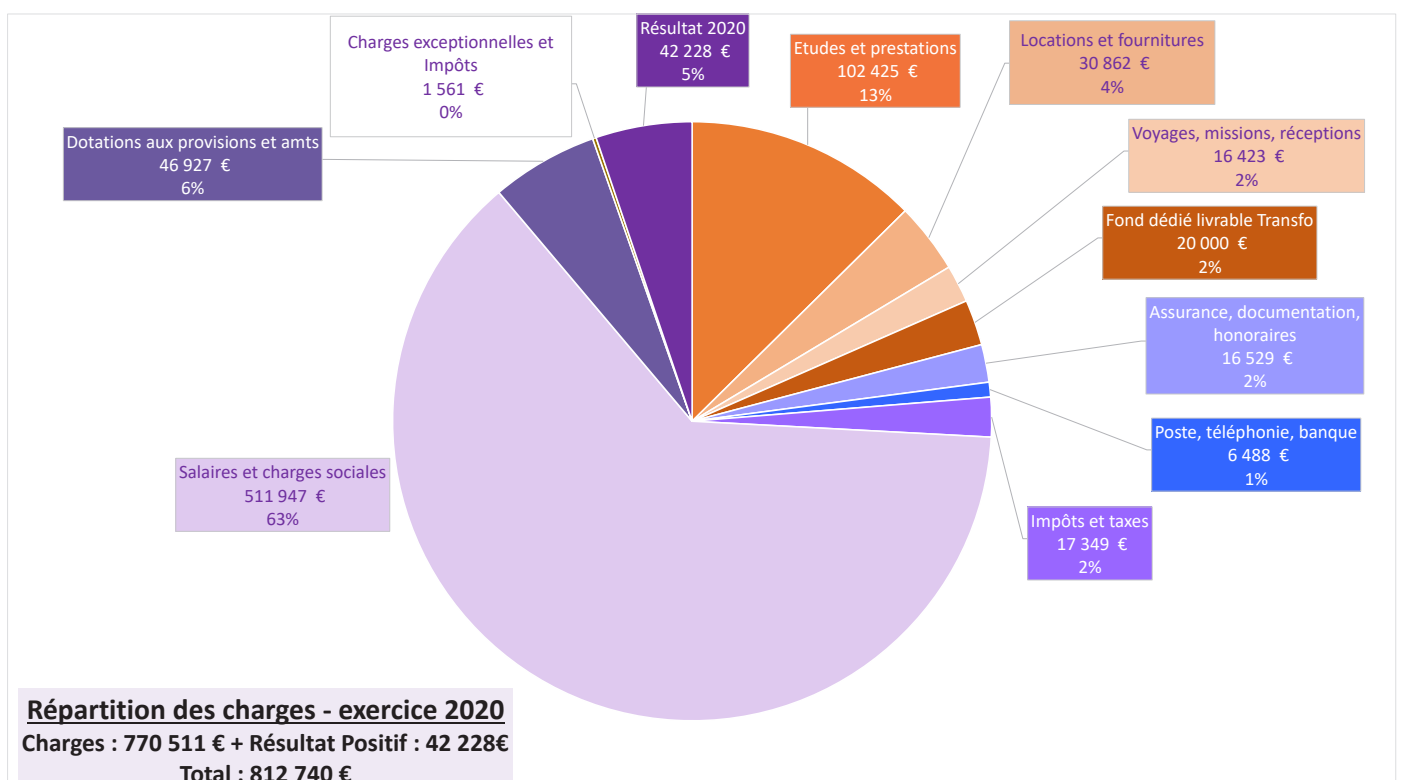
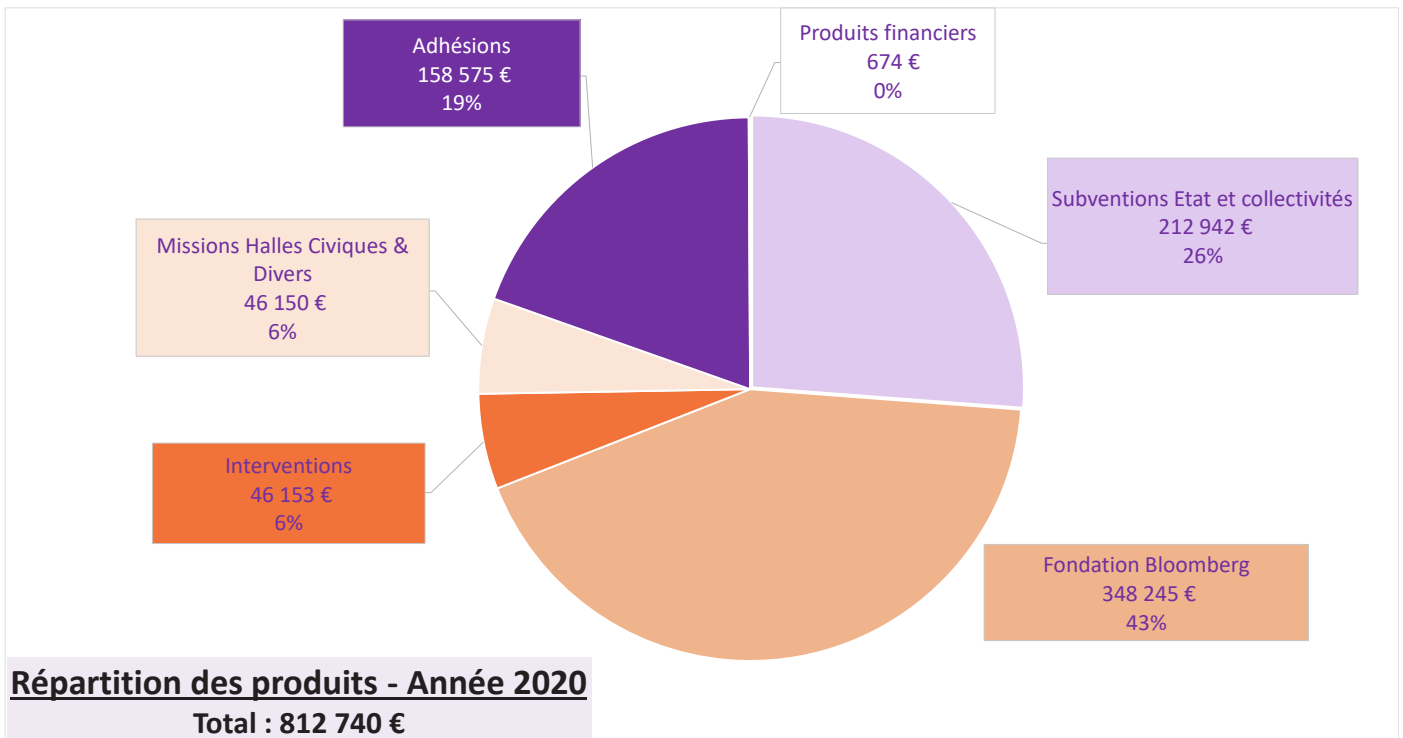
L'activité des Halles Civiques était florissante jusqu'en mars 2020. Malheureusement, comme tous les lieux recevant du public, nous avons dû fermer les Halles Civiques pour limiter la propagation de la Covid19, entraînant une chute immédiate de l'essentiel de nos revenus qu'il s'agisse de la mise à disposition payante du lieu ou de l'organisation d'événements externes. Malgré l'appui des aides d'Etat et de la solidarité entre les membres des Halles Civiques, nous n'avions d'autre choix que de demander la liquidation judiciaire de l'association Les Halles Civiques....

Pour autant, la dynamique perdure entre les ex-membres des Halles Civiques, et hormis la 27e Région, nombreuses sont celles qui ont également rejoint Oasis 21 pour poursuivre la dynamique entreprise quelques années plus tôt : Les Beaux Jours, Oyena, Esopa, Hact, Itineraire Bis... l'aventure continue !

www.oasis21.org



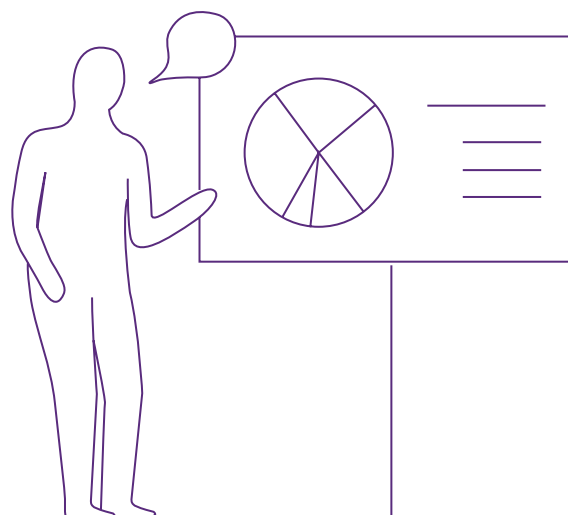
Les finances de la 27ème Région



Garder l'équilibre

Résultat prévisionnel 2020 - sous réserve de validation en CA et d'approbation en AG

	2020	2019		2020	2019
Produits d'exploitation	812 065 €	993 043 €	Charges d'exploitation	748 950 €	901 954 €
Ventes de marchandises	168	122	Achats études et prestations	102 425	207 749
Vente prestation pour HC		350	Fournitures	8 875	4 803
Interventions & presta HC	45 985	32 078	Locations immobilières	20 423	27 567
Formations		27 142	Locations mobilières		247
Subvention DITP	70 000	70 000	Charges locatives & maintenance	1 564	3 506
Sub. Transfo Eurométropole Strasbourg	23 571	106 072	Primes d'assurance	1 318	1 592
Sub. Transfo Metz Métropole	23 571	132 000	Documentations	870	1 020
Sub. Transfo Lille Métropole		77 714	Honoraires	13 100	11 673
Sub. Eclaireurs Nantes Métropole		10 000	Publicités, publications	1 240	1 826
Sub. Erasmus + Enacting the commons	30 790	26 677	Divers charges	674	1 119
Sub. Eclaireurs Région Bretagne		14 000	Hébergement internet	1 067	1 408
Sub. Eclaireurs Lille Métropole		14 000	Voyages et déplacements	9 435	31 404
Sub. Eclaireurs DAP Etat		14 000	Missions	3 519	12 035
Institut Paris-Région Tiga (Dé)formation	65 010		Réceptions	3 468	12 955
			PTT	3 096	3 367
Mécénat Bloomberg	348 245	265 265	Services bancaires	1 202	1 397
Produits de cession d'actifs	1 960		Cotisations	450	300
Transfert de charges	44 108	31 655			
Adhésions institutionnelles	155 000	170 000	Impôts et taxes	17 349	23 448
Dons	455	1 005	Salaires	378 069	388 979
Adhésions individuelles	3 120	960	Charges sociales	133 878	164 025
Différence de règlement	6	3			
Participation aux frais	76		Dotations aux amortissements	44 950	1 513
			Valeur comptable immo corporelles cédées	1 957	
Résultat d'exploitation	63 115 €	91 089 €	Différence de règlement	19	21
Produits financiers (intérêts)	674 €	973 €	Charges financières	-	-
Résultat financier	674 €	973 €			
Produits exceptionnels	-	-	Charges exceptionnelles	1 463 €	30 210 €
			Charges exceptionnelles	1 301	30 000
			Amandes et pénalités	162	210
Résultat exceptionnel	(1 463) €	(30 210) €			
			Impôt sur les bénéfices	98	93
			Fond dédié livrable Prog. Transfo	20 000	20 000
Total des produits	812 739 €	994 016 €	Total des charges	770 511 €	952 257 €
Résultat de l'exercice	42 228 €	41 758 €			



Gouvernance

Conseil d'administration

Le collège "Collectivités locales, administrations et agents publics" comprend Hélène Clot (Responsable de la mission stratégie et innovation publique, coordinatrice évaluation et observation, Grenoble-Alpes Métropole), Sandra Desmettre (Inspectrice des finances), Francine Fenet (Co-directrice du Pôle Dialogue citoyen, évaluation, prospective, Ville de Nantes), Antoine Foucault (Directeur de la coordination de l'innovation, Région Occitanie), Guy Kauffmann (Directeur Général des Services du Département du Val d'Oise), Béatrice Le Gall (Directrice de la mission innovation territoriale au Conseil Départemental de Seine-St-Denis), Clémence Pène (Mission innovation publique - communautés à la Direction Interministérielle de la Transformation publique), Caroline Porot (Conseillère numérique à la Délégation à l'innovation et à la modernisation de l'action publique (DIMAP), Région Grand Est, basée à Strasbourg), Benoît Vallauri (Responsable du Ti Lab, Laboratoire régional d'innovation publique, Préfecture de Région et Région Bretagne)

Le collège "Formations initiales et recherche" comprend Loïc Blondiaux (Professeur en sciences politiques à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Edith Hallauer (Docteur en urbanisme, coordinatrice des mémoires en création industrielle à l'ENSCI-Les Ateliers), Olivier Irrmann (Professeur en management de l'innovation et co-design à l'ISEN Lille, Yncréa Hauts-de-France, Université Catholique de Lille), Alexandre Monnin (Directeur de la recherche à Origens Medialab, co-fondateur de Closing Worlds, professeur à l'ESC Clermont-Ferrand), Frédérique Pallez (Professeure à Mines ParisTech, Centre de Gestion Scientifique), Christian Paul (Coordonnateur de la chaire "Transformations de l'action publique / Démocratie Data Design" à Sciences Po Lyon), Cécilia Rohmer-Guristik (Designer en innovation sociale et enseignante en design, méthodologie et pratiques, co-responsable des relations partenaires, à l'In Situ Lab, DSAA, école Le Corbusier à Strasbourg)

Le collège "Experts et praticiens" comprend Jean-Marie Bergère (Conseil et formateur indépendant), Marie Coirié (Co-directrice du Lab AH), Elisabeth Dau (Directrice de recherches du Mouvement Utopia & CommonsPolis et Co-présidente d'Action Commune), Julien Defait, Designer et Laura Pandelle, Daniel Kaplan (Co-fondateur de l'Université de la pluralité), Armel Le Coz (coordinateur et cofondateur de Démocratie Ouverte), Jacques-François Marchandise (co-fondateur de la Fondation Internet Nouvelle Génération), Frédérique Sonnet (Etudes et conseil).

8 Régions

- Grand Est, Bourgogne Franche-Comté, Bretagne, Ile-de-France, Nouvelle-Aquitaine, Réunion, Occitanie, Normandie ;

7 Départements

- Départements de l'Isère, Val d'Oise, Creuse, Seine-Saint-Denis, Loire-Atlantique, Calvados, Puy-de-Dôme ;

12 Villes, Communautés urbaines et Métropoles

- Grand Paris Sud, Grand Paris Métropole, Rennes Métropole, Nantes Métropole, Grenoble-Alpes Métropole, Mulhouse, Bordeaux Métropole, Eurométropole de Strasbourg, CU Dunkerque, Alfortville, Metz Métropole, Lille Métropole ;

4 Etablissements publics, ministères et organismes nationaux

- Groupement Hospitalier Universitaire Paris Psychiatrie et neurosciences (Lab AH), Institut Paris Région, Région de France ; IFORE

78 adhérents individuels :

Grégoire ALIX-TABELING ; Laure ANCEL ; Hugues ARCHAMBEAUD ; Michelle ARNAUDIÈS ; Camille ARNODIN ; Patricia AUROY ; Magali BARNOIN ; Stéphanie BERBILLE ; jean-Marie BERGERE ; Maéva BIGOT ; David BOUARD ; Catherine BUGADA ; Lise BURGADE ; Vincent CADORET ; Matthieu CHARLES ; delphine CHENUET ; Simon CHIGNARD ; David CHOMENTOWSKI ; ; Emmanuel COBLENCÉ ; Elisabeth DAU ; Sandra DESMETTRE ; Claire EL GAMMADI ; Gérald FALQUERHO ; Jacky FOUCHER ; Yves GARNIER ; Béatrice GEORGELIN ; Philippe GOULOIS ; Ines GRAVEY ; Laura GRECOURT ; Sophie GRIMM ; Cécilia GURISIK ; Samira HAJJAT ; Édith HALLAUER ; Angela HANSON ; Christiane HLADKY ; Martine HUYON ; Corinne IEHL ; Olivier IRRMANN ; Anne JACOD ; marie-christine JACQUINET ; CLUS'TER JURA ; Caroline KERMARREC ; Adrien KRAUZ ; Marina LABRUCHERIE ; Gaëlle LE CAM ; Jean-Baptiste LE DÉVÉHAT ; anne LE GARS ; Audrey LECLERCQ ; Fabienne LELOUP ; Sandrine LOISEAU ; Line LORRE ; Hélène MARIE-MONTAGNAC ; Marie MARTEL ; Cédric MASERA ; Marie Françoise MENDEZ ; Silvère MERCIER ; Alexandre MONNIN ; Valérie NORMAND ; Frédérique PALLEZ ; Laura PANDELLE ; Denis PANSU ; Clémence PÈNE ; Juliette PERNEL ; Olivier PERRIN ; Mickaël POIROUX ; Claudine POUNOUSSAMY DERRIEN ; Chrystelle PRIEUR ; Christophe QUÉMENEUR ; Laura RANGER MARTINEZ ; judith RAOUL-DUVAL ; Emilie RUIN ; Sébastien SAILLENFEST ; Clément THERY ; Romain THÉVENET ; Isabelle THOUMIN ; Elodie VEYSSEYRE Arnaud VILLEFRANQUE ; Sylvie VIZCAINO ;

En 2020, les membres de l'équipe ont siégé dans une quinzaine d'instances et comités d'orientation.

Le Collège Européen de Cluny

Une nouvelle formation à l'innovation territoriale d'envergure européenne.

La revue Horizons Publics

Première publication 100% consacrée à la transformation du secteur public.

Tous Elus

Une association qui cherche à encourager les jeunes à s'engager pour devenir élus.

L'école de design Nantes Atlantique

L'école forme des designers pouvant rejoindre l'action publique.

La Fondation Internet Nouvelle Génération

Pionnier de toutes les transformations numériques.

1000 doctorants pour les territoires

Un programme pour encourager l'intégration de chercheurs au sein des collectivités.

Le collegium de Lille Capitale Mondiale du Design 2020, événement international porté par la Métropole de Lille.

A+ c'est mieux, un réseau de tiers-lieux indépendants franciliens libres et indépendants qui encourage la coopération et la mutualisation entre acteurs tiers-lieux à l'échelle locale.

L'Université de la Pluralité

Une alternative progressiste à la «singularity university» de la Silicon Valley.

La Public Factory et chaire transformation de l'action publique à Lyon

Nouveau projet porté par Sciences Po Lyon avec la Métropole de Lyon.

Participation au séminaire trimestriel « art, design et santé » du GHU Paris psychiatrie & neurosciences.

Comité d'examen des projets FMIN (Fond métropolitain d'innovation numérique) de la Métropole Grand Paris.

States of changes

Réseau international de pionniers de l'innovation publique co-fondé par la 27e Région.

participation au groupe de travail Comptabilité CARE de la Coop des communs

2020

LA 27^e
RÉGION

